

Vidéo 3 : Action collective et mobilisation des parties prenantes. Qui est impliqué dans l'action collective anti-corruption et pourquoi ?

Aperçu de la 3ème Conférence du Centre International de l'Action Collective : « De l'évolution à la révolution ». Novembre 2018

Tourné à la Conférence 2018 du Centre international d'Action Collective. La conférence a été organisée par le Basel Institute on Governance avec le soutien de Siemens Integrity Initiative, KPMG et Hughes, Hubbard & Reed. Visitez www.collective-action.com

Transcripción

Plus de 200 participants...de 40 pays...et 5 continents

Stephen Zimmermann, Conseiller principal auprès du Governance Global Practice Group, Banque Mondiale : La beauté de cette conférence est qu'elle réunit le secteur public, le secteur privé et la société civile pour discuter de la façon dont nous pouvons tous nous unir dans le cadre d'un agenda collectif pour trouver des moyens nouveaux et novateurs de lutter contre la corruption.

Mirna Adjami, Chef de projet, Action Collective, Basel Institute on Governance : Nous avons un tel éventail et une telle variété de parties prenantes qui traversent les clivages entre les secteurs privé et public, les milieux universitaires et la société civile dans un si large éventail géographique. Nous travaillons et croyons tous à la lutte contre la corruption. Nous faisons les choses sous des angles différents et c'est une occasion extraordinaire d'échanger sur nos expériences.

Une mobilisation en plein essor...

Shabnam Siddiqui, Directrice, Centre d'excellence pour la gouvernance, l'éthique et la transparence, UN Global Compact Network, Inde : Il y a beaucoup plus d'intervenants, beaucoup plus d'acteurs, qui viennent nous parler de leurs approches pragmatiques. Cela fait toute la différence. C'est beaucoup plus enrichissant pour nous de repartir avec ces expériences et voir ce qui peut être mis en œuvre et quel genre de collaboration est applicable dans notre région.

Nous avons accueilli des représentants de 95 entreprises... et aussi des gouvernements, des organisations du secteur public, des autorités institutionnelles, des ONG, des universités, des organisations de la société civile, des organisations internationales, des institutions financières, des cabinets juridiques...

Kevin Abikoff, Vice-président, Hughes, Hubbard & Reed : Je pense que les cabinets d'avocats peuvent aider les entreprises et les gouvernements à progresser. Souvent, les cabinets d'avocats sont en première ligne lorsqu'il s'agit de travailler avec les entreprises et de les conseiller sur les différentes approches, mais bien sûr, ils recommandent ceux qui pourraient être dans l'intérêt des entreprises.

Lisa Miller, Chef, Integrity Compliance Office, Groupe de la Banque mondiale : Jusqu'à présent, j'ai été frappé par la diversité des participants et intervenants. Vous avez des représentants du secteur public, d'entreprises privées, des OSC, des ONG et je pense que j'ai eu l'occasion de voir comment l'action collective peut vraiment faire une différence.

Pour quelles raisons rejoint-on des initiatives d'action collective ?

Scarlet Wannewetsch, Associée de projet, Action Collective, Basel Institute on Governance : Ce que nous avons constaté dans notre travail, c'est que les raisons pour lesquelles nous rejoignons des initiatives d'action collective sont à peu près aussi variées que les intervenants eux-même. Cela dépend en grande partie de la région de laquelle les parties prenantes viennent. Quand on en parle, on comprend vraiment qu'il est impossible d'agir individuellement en matière de corruption. Cela vaut pour le secteur privé, le secteur public et la société civile. C'est donc vraiment ce sentiment que si nous unissons nos efforts, nous pouvons changer les choses.

S'impliquer dans l'action collective. Comment pouvez-vous contribuer à la lutte contre la corruption par l'action collective ? Obtenez des idées et des conseils par l'intermédiaire du Centre d'action collective B20. www.collective-action.com